

**GROUPEMENT DE COMMANDES POUR L'ACHAT DE GAZ SUR
LE PERIMETRE DU DEPARTEMENT DE L' AISNE**

**COORDONNATEUR DU GROUPEMENT
USEDA**

MARCHE SUBSEQUENT N° 2

***Lettre de la consultation
LC***

**Acheminement et fourniture de gaz naturel
et services associés sur le périmètre du
département de l'Aisne**

Date limite de remise des offres techniques :

19 novembre 2021 à 13h00

Date limite de remise des offres de prix :

25 novembre 2021 à 13h00

Remise en concurrence des offres de prix suite à la CAO du 25/11/2021

Date limite de remise des offres de prix :

9 décembre 2021 à 13h00

SOMMAIRE

Article 1^{er} - Objet du marché	3
Article 2 – Contenu du dossier de consultation	3
Article 3 – Procédure de remise des offres	3
Article 4 – Présentation des offres	4
Article 5 – Critères de sélection des offres et pondérations.....	5
Article 6 – Jugement des offres	6
Article 7 – Quantités au stade du marché subséquent	7
Article 8 – Obligation de remise d’une offre pour chaque marché subséquent	7
Article 9 – Modification de détail du dossier de consultation	8
Article 10 – Renseignements complémentaires	8

Article 1^{er} – Objet du marché subséquent

Le présent marché subséquent est passé sur le fondement de l'accord-cadre notifié le 29 Août 2019 et relatif à l'acheminement et la fourniture de gaz naturel.

Les clauses de l'accord-cadre s'appliquent intégralement au présent marché qui ne peut les modifier substantiellement.

Le présent marché subséquent est un marché à de fourniture à prix unitaires ayant pour objet l'acheminement et la fourniture de gaz naturel pour les points de livraison listés à l'annexe 3 (DQE) de l'acte d'engagement du marché subséquent.

Article 2 – Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation comporte :

- La présente lettre de la consultation ;
- L'acte d'engagement du marché subséquent (précisant la durée du marché subséquent, la date de début de fourniture et la période pendant laquelle a lieu cette fourniture pour chacun des points de livraison du marché subséquent) ;
- La liste des membres du groupement de commandes relatif à l'achat de gaz naturel dont l'USEDA est le coordonnateur ;
- La liste des membres et des perceptions rattachées ;
- La liste des points en gaz et des payeurs associés ;
- Le bordereau des prix unitaires (BPU) ;
- Le Détail Quantitatif Estimatif (DQE).

L'acte d'engagement du marché subséquent précise également l'ensemble des informations concernant le marché subséquent qui n'ont pas été prévues dans l'accord-cadre, notamment la durée des marchés subséquents.

Article 3 – Procédure de remise en concurrence des titulaires de l'accord-cadre pour l'attribution du marché subséquent n° 2

Le marché subséquent n° 2 sera attribué après mise en concurrence des titulaires de l'accord-cadre.

Par un jugement du 8 février 2021 n° 1905986, le Tribunal administratif de Bordeaux a jugé, au sujet d'un accord-cadre à marchés subséquents multi-attributaire relatif à la fourniture et l'acheminement

d'électricité, que la méthode de notation consistant à reprendre la note technique obtenue par les opérateurs économiques lors de la passation de l'accord-cadre « *fait obstacle à une remise en concurrence pleine et entière, lors de la passation des marchés subséquents, entre les opérateurs économiques présélectionnés par l'accord-cadre [et] conduit ainsi à priver les critères de sélection de leur pleine portée et est susceptible de conduire à ce que ne soit pas choisie l'offre économiquement la plus avantageuse, en méconnaissance des principes fondamentaux d'égalité de traitement des candidats et de transparence des procédures de commande publique* ».

Afin de se conformer à cette solution et tenir compte dans le même temps de la contrainte liée à la forte volatilité des prix de l'électricité, la procédure de mise en concurrence pour l'attribution du présent marché subséquent se déroule en deux phases successives avec :

- une première phase dédiée à l'analyse de la valeur technique des offres dans les conditions précisées ci-après (articles 4 et 5) ;
- et une seconde phase dédiée à l'analyse de la valeur économique des offres dans les conditions définies ci-après (articles 4 et 5).

La présente lettre de consultation précise les modalités applicables à ces deux phases.

Article 4 – Présentation des offres

Les offres remises dans le cadre de la procédure de passation du marché subséquent engagent les titulaires de l'accord-cadre.

4.1. Contenu des offres déposées au titre de l'analyse du critère valeur technique

Pour l'analyse du critère valeur technique, les titulaires de l'accord-cadre peuvent donc soit maintenir leur offre technique soit apporter des modifications au mémoire technique qu'ils ont déposé lors de l'attribution de l'accord-cadre, étant toutefois précisé qu'aucune modification n'a été apportée aux conditions d'exécution des prestations telles que décrites dans les documents contractuels de l'accord-cadre.

Ainsi, dans le cas où il souhaite maintenir son offre technique, le titulaire doit transmettre un courrier indiquant qu'il n'est apporté aucune modification au mémoire technique qu'il a déposé pour l'attribution de l'accord-cadre.

Dans le cas inverse, **le titulaire doit transmettre un document dans lequel il indique uniquement les modifications** apportées au mémoire technique qu'il a déposé pour l'attribution de l'accord-cadre dans lequel il fait apparaître, d'une part, les éléments du mémoire technique initial et, d'autre part, les modifications apportées à ces éléments d'une manière clairement identifiable par rapport à son mémoire initial.

Dans tous les cas, les titulaires doivent remettre les documents suivants :

- un document type DC1 ou tout autre document apportant l'intégralité des renseignements demandés au titre du DC1n, y compris la déclaration sur l'honneur en application des articles R. 2143-3 et suivants du code de la commande publique ;
- une copie du ou des jugements prononcés si le titulaire est en redressement judiciaire (document type DC2) ;
- le pouvoir habilitant le signataire des pièces de l'offre à représenter l'entreprise ;
- une copie de l'autorisation de fourniture de gaz naturel aux clients assurant une mission d'intérêt général (MIG), conformément aux articles L 443-1 et suivants du Code de l'énergie (cf article 13 du CCAP de l'accord-cadre) ;
- les attestations sociales et fiscales, les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254.2 à D. 8254-5 du code du travail et un extrait du registre pertinent, tel qu'un extrait K, un extrait Kbis, un extrait D1 ou un document équivalent (cf article 14 du CCAP de l'accord-cadre) ;
- une attestation relative à l'assurance au titre de la responsabilité civile et au titre de la responsabilité professionnelle (cf article 14 du CCAP) ;
- et, pour chaque sous-traitant présenté dans l'offre, un formulaire DC4 (déclaration de sous-traitance) avec la nature des prestations sous traitées, le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant, le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant, ainsi que les justificatifs des capacités professionnelles et financières des sous-traitants, une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics.

4.2. Contenu des offres déposées au titre de l'analyse du critère prix

Les offres devant être déposées dans le cadre de cette seconde phase se composent de l'acte d'engagement dûment complété et signé. Les titulaires de l'accord-cadre renseignent et signent :

- Le Bordereau de prix (BPU) ;
- Et le Détail Quantitatif Estimatif (DQE).

4.3. Remise des offres

Le courrier informant de l'absence de modification du mémoire technique ou le document apportant des modifications au mémoire technique ainsi que les autres documents visés à l'alinéa 4 de l'article 4.1 devant être transmis par chacun des titulaires de l'accord-cadre sont parvenus pour le 19 novembre 2021 à 13h00.

Une première CAO s'est réunie le 25 novembre 2021, mais n'a pas permis de statuer.

Une nouvelle consultation est lancée.

Les offres de prix (BPU et DQE) devront être remises par chacun des titulaires de l'accord-cadre avant le **9 décembre 2021 à 13h00**. Les offres de prix auront une durée de validité de **4 heures** à compter de cette date limite de réception et les titulaires de l'accord-cadre seront informés par le coordonnateur, au plus tard le même jour 4 heures après la date limite de remise des offres, de l'acceptation ou du rejet de leur offre.

Ces documents sont adressées au coordonnateur via la plateforme dématérialisée (<https://www.xmarches.fr>) permettant de garantir de façon certaine la date de réception.

Article 5 – Critères de sélection des offres et pondérations

Au stade du présent marché subséquent, l'offre économiquement la plus avantageuse sera attribuée au regard des critères suivants.

Le prix sera compté à hauteur de 70 % et la valeur technique sera comptée à hauteur de 30 %.

Valeur technique (notée sur 100 points)

D'une part, dans le cas où le titulaire transmet un courrier ayant pour objet de maintenir son mémoire technique déposé lors de l'attribution de l'accord-cadre, son offre sera notée, sur ce critère de la valeur technique, par reprise de la note technique globale (Ntg) attribuée au stade de l'accord cadre à hauteur de 30 %.

D'autre part, l'éventuel document apportant des modifications au mémoire technique sera noté sur la base des mêmes conditions (critères et sous-critères, nombre de points et pondérations) que celles figurant à l'article 5 du règlement de la consultation de l'accord-cadre.

Prix (noté sur 100 points)

La valeur des offres sur ce critère est appréciée au regard de la somme des prix calculés (Terme Fixe et Termes de Quantité appliqués à la quantité d'énergie), TVA et CTA incluses, à l'exception de toutes autres taxes et contributions, pour chacun des points de livraison mentionnés dans le bordereau de prix des termes fixes.

A ce titre, il est précisé que les prix du TM (terme de molécule) seront révisables au sens de l'article 11.1.2 du CCAP de l'accord-cadre.

Article 6 – Jugement des offres

Par principe, et en vertu de l'article L. 2152-1 du CCP, les offres irrégulières, inacceptables ou inappropriées sont rejetées sans pouvoir être classées. A ce titre, l'offre doit être conforme à la lettre de consultation, au dossier de consultation et doit être faite sans réserve.

Cependant, et conformément à l'article R. 2152-2 du CCP, le coordonnateur peut autoriser tous les soumissionnaires concernés à régulariser les offres irrégulières dans un délai approprié, à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses. En tout état de cause, la régularisation des offres irrégulières ne peut avoir pour effet d'en modifier des caractéristiques substantielles.

Par ailleurs, et dans les conditions prévues par les articles L. 2152-5 et R. 2125-3 à R. 2125-5 du CCP, les offres suspectées d'être anormalement basses font l'objet d'une demande de précision au soumissionnaire concerné et sont rejetées dans le cas où les éléments fournis par le soumissionnaire ne justifient pas de manière satisfaisante le bas niveau du prix ou des coûts proposés ou encore

lorsqu'il est établi que l'offre est anormalement basse parce qu'elle contrevient aux obligations en matière de droit de l'environnement, de droit social et de droit du travail.

Le coordonnateur procède au classement des offres au regard des critères et pondérations indiqués à l'article 5. Le coordonnateur attribue le marché subséquent à l'offre économiquement la plus avantageuse.

Le classement des offres s'effectue par l'addition des notes pondérées. Les entreprises sont classées par ordre décroissant en fonction de cette note finale obtenue. En cas d'égalité, la valeur économique de l'offre est prépondérante.

Plus précisément, la procédure de mise en concurrence de ce marché subséquent faisant l'objet de deux phases successives, le coordonnateur procédera à une première analyse des offres sur la base du critère de la valeur technique et arrêtera un premier classement sur la base des notes accordées sur ce critère avant la date limite de réception des offres de prix. Ainsi, lors de la réception des offres de prix, le coordonnateur procédera à l'analyse de ces offres au vu du critère de prix puis au classement des offres sur la base des deux critères (valeur technique et prix).

Le coordonnateur pourra déclarer la procédure de passation d'un marché subséquent sans suite pour un motif d'intérêt général sans qu'aucune indemnité ne puisse être réclamée par les titulaires.

Article 7 – Quantités au stade du marché subséquent

Les informations transmises dans les annexes de l'acte d'engagement que sont le Bordereau de prix des prix unitaires et le DQE du marché subséquent afférent doivent permettre à chaque titulaire de l'accord-cadre de mieux analyser le profil et le volume de consommation de chaque point de livraison permettant ainsi d'ajuster leurs offres.

Les consommations annuelles de référence n'engagent pas les membres du groupement en termes d'obligation de consommation.

Article 8 – Obligation de remise d'une offre

En vertu de l'article 4 du CCAP de l'accord-cadre, les titulaires de l'accord-cadre ont l'obligation de remettre une offre dans le cadre de la procédure de mise en concurrence du marché subséquent n° 2.

Les titulaires devront déposer une offre régulière, acceptable et appropriée à la consultation visant à établir un marché subséquent.

Pour mémoire, l'article 2.1.6 du CCAP de l'accord-cadre stipule qu'en cas d'impossibilité de répondre, le titulaire concerné doit motiver par écrit son absence d'offre et apporter les preuves afférentes. Et l'absence de transmission d'une offre dans le cadre de la présente consultation est susceptible de conduire le coordonnateur du groupement de commandes à appliquer une pénalité de 1.000 euros sans mise en demeure préalable.

Article 9 – Modification de détail du dossier de consultation

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter au plus tard 5 jours avant la date limite fixée pour la réception des propositions, des modifications de détail au dossier de consultation.

Les titulaires de l'accord-cadre devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Article 10 – Renseignements complémentaires

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir au plus tard 5 jours avant la date limite de réception des offres, une demande écrite adressée par l'intermédiaire du profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse URL suivante : <https://www.xmarches.fr>

Une réponse sera alors adressée à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé après identification, 5 jours au plus tard avant la date limite de réception des offres.